

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT-SIXIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 1430^e
SÉANCE

Lundi 6 décembre 1971,
à 10 h 50

NEW YORK

Président : M. Narciso G. REYES (Philippines).

POINT 41 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (*suite*) :

a) Rapport du Conseil du commerce et du développement [A/8403/Add.1 (deuxième partie), A/8415/Rev.1, A/C.2/270 et Corr.1; A/C.2/L.1197/Rev.2, A/C.2/L.1198]

1. M. JURASZ (Pologne) dit que sa délégation attache une grande importance aux résultats de la troisième session de la CNUCED et estime que le projet de résolution A/C.2/L.1197/Rev.2 revêt un intérêt particulier pour tous les pays qui souhaitent le succès de la Conférence. La délégation polonaise se félicite en particulier de l'inclusion du paragraphe 6 dans la section A étant donné que les progrès accomplis depuis la deuxième session dans la promotion de la coopération économique, notamment dans le domaine du commerce international entre pays dotés de systèmes économiques et sociaux différents, demandent une attention particulière. Elle se félicite également que le texte du paragraphe 3 de la section A ait été révisé.

2. La délégation polonaise votera pour le projet de résolution, étant entendu que les dispositions de la section B ne préjugent pas des décisions que prendra la Conférence sur les questions d'organisation ou sur les questions institutionnelles.

3. M. RAMÍREZ-OCAMPO (Colombie) dit que l'appui manifesté pour le projet de résolution augure favorablement du succès de la troisième session de la CNUCED, qui, de l'avis de sa délégation, apportera à tous les pays en voie de développement des avantages concrets.

4. La délégation colombienne approuve tout particulièrement les observations faites par le représentant du Guatemala à la séance précédente de la Commission en ce qui concerne le paragraphe 4 de la section A, qu'il faut envisager à la lumière des paragraphes 5 et 6 du chapitre H du programme d'action de Lima (A/C.2/270 et Corr.1). Cette délégation a écouté avec intérêt les suggestions faites par le représentant de Cuba à la séance précédente, et entend que la deuxième de ces suggestions renvoie uniquement aux accords sur les produits de base conclus sous les auspices des organismes des Nations Unies, étant donné que ces accords sont les seuls sur lesquels la CNUCED ait un droit de regard. La délégation colombienne approuve

également les dispositions du paragraphe 7 de la section A, relatives aux préférences.

5. La délégation colombienne aurait préféré le maintien du texte initial du paragraphe 1 de la section B. Toutefois, le texte révisé serait acceptable si on y incorporait un amendement reproduisant le texte du point e du paragraphe 3 de la section II de la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale, ce qui amènerait à ajouter à la fin du paragraphe ces mots "en tenant dûment compte de la suffisance des organes de négociation existants et en évitant tout double emploi de leurs activités". La délégation colombienne pense qu'au paragraphe 1 de la section B les mots "promoteurs de mesures" se rapportent à de nouvelles négociations et non à celles qui sont déjà en cours, ni, à plus forte raison, à la réouverture de discussions sur les conventions relatives aux produits de base qui sont déjà en vigueur. A cet égard, M. Ramírez-Ocampo rappelle la déclaration faite par le porte-parole des pays d'Amérique latine membres du Conseil du commerce et du développement à propos de la résolution 86 (XI), à savoir que, bien que l'étude visée dans cette résolution dût comporter une analyse globale et concrète des accords internationaux sur les produits de base, aucune mesure ne serait proposée au sujet de l'accord actuel sur le café ou de tout nouvel accord sur le café qui pourrait être négocié.

6. M. HABEEB (République arabe syrienne) dit que sa délégation attache une grande importance au mécanisme de la CNUCED et désire devenir coauteur du projet de résolution.

7. M. MASSONET (Belgique) déclare que, dans le préambule du projet de résolution, les auteurs auraient dû s'abstenir de résumer les diverses résolutions qu'ils rappellent, étant donné que ces résumés ne rendent pas compte des positions prises par les diverses délégations quand ces résolutions ont été adoptées. Ainsi, à l'occasion de l'adoption de la résolution 2626 (XXV), de l'Assemblée générale, de nombreuses délégations ont fait des réserves formelles¹. En outre, la délégation belge interprète le nouveau texte du sixième alinéa du préambule comme visant les mesures protectionnistes en général. Dans le dispositif du projet, l'ancien texte du paragraphe 3 de la section A aurait été préférable, car en faisant mention de propositions émanant de pays ou de groupes de pays particuliers on détruit l'équilibre de ce paragraphe.

8. M. NDUNGU (Kenya) fait siennes les observations du représentant de la Belgique concernant le préambule. Selon

¹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Annexes, point 42 de l'ordre du jour, document A/8124/Add.1.

la procédure normale, l'alinéa devrait commencer par les mots "*Rappelant*" et renvoyer simplement aux diverses résolutions citées par leur numéro. La délégation kényenne désire d'autre part présenter un amendement au paragraphe 4 de la section A. Afin de faire correspondre celui-ci avec les dispositions du paragraphe 3, les mots "tant des pays en voie de développement les moins avancés" devraient être remplacés par "des pays en voie de développement, en particulier des moins avancés d'entre eux".

9. M. DENOT MEDEIROS (Brésil) dit que sa délégation partage entièrement le désir du représentant de la Colombie d'éviter que les dispositions du paragraphe 1 de la section B soient interprétées comme autorisant la CNUCED à s'ingérer dans les activités des organes actuellement responsables de la négociation des accords sur les produits de base. Bien que la mention, dans le projet de résolution, de la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale soit une garantie suffisante, il n'a pas d'objection à ce qu'un amendement reproduisant le passage pertinent de cette résolution soit incorporé au texte.

10. M. OSMAN (Soudan) appelle l'attention du représentant du Kenya sur la résolution 82 (XI) du Conseil du commerce et du développement, relative aux mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés. Le paragraphe 4 de la section A vise à entériner cette résolution, et si c'est à bon droit que le représentant du Kenya souhaite que des mesures spéciales soient prises en faveur de tous les pays en voie de développement, il semble que le fait que la Stratégie internationale du développement constitue un programme d'ensemble concret, élaboré précisément à cette fin, doive lui donner satisfaction. Le programme d'action de Lima a apporté de nouvelles améliorations à la Stratégie, car il renferme un accord sur des questions qui n'avaient pas été réglées au moment de l'adoption de la Stratégie. C'est pourquoi au paragraphe 3 de la section A les Etats Membres sont instamment priés d'examiner attentivement ce programme. Le fait que ce soient les pays en voie de développement en général qui sont mentionnés dans le paragraphe n'est pas une raison suffisante pour modifier le paragraphe 4 de la section A dans le sens proposé par le représentant du Kenya; M. Osman en appelle donc à celui-ci pour qu'il retire son amendement.

11. M. BRILLANTES (Philippines) présume qu'entre les dates indiquées au paragraphe 2 de la section A du projet de résolution, on a inclus la réunion préparatoire à la Conférence des hauts fonctionnaires des gouvernements, laquelle durera deux jours, ainsi que les réunions du Conseil du commerce et du développement, qui auront lieu le 18 et le 19 mai 1972.

12. Il estime que les idées exprimées par le représentant de Cuba à la 1429^{ème} séance contribueront dans une large mesure à aider les gouvernements à se préparer à la Conférence.

13. En ce qui concerne la question du rôle de la CNUCED en matière de négociations, qui a été soulevée par le représentant de la Colombie, M. Brillantes appelle l'attention sur le fait que, dans le document fondamental relatif à la CNUCED [résolution 1995 (XIX)], l'Assemblée générale

a décidé qu'une des fonctions de cet organisme serait de "servir de centre pour l'harmonisation des politiques des gouvernements et des groupements économiques régionaux en matière de commerce et de développement". De plus, dans sa décision 45 (VII), le Conseil du commerce et du développement a affirmé clairement et sans équivoque le rôle de la CNUCED en matière de négociations. Les craintes de certaines délégations qui pensent que le projet de résolution dont la Commission est saisie pourrait transformer la CNUCED en institution spécialisée sont donc sans fondement. Les auteurs tiennent simplement à attirer l'attention sur la manière dont il serait possible d'améliorer les mécanismes de la CNUCED, afin de lui permettre de fournir une assistance plus efficace aux pays en voie de développement et en particulier aux moins avancés d'entre eux. Il y aurait lieu d'insérer l'amendement de la Colombie à l'avant-dernière ligne, après les mots "constitue un tout", plutôt qu'à la fin du paragraphe 1 de la section B. De plus, on pourrait renforcer le libellé de l'ensemble du paragraphe en ajoutant après les mots "centre promoteur . . . dans le domaine du commerce" le membre de phrase suivant : "le cas échéant, en collaboration avec les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies", qui est tiré de l'alinéa e du paragraphe 3 de la section II de la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale.

14. Le représentant des Pays-Bas a fait remarquer que le paragraphe 7 de la section A, relatif au système généralisé de préférences, pouvait être interprété de diverses manières. Les conclusions concertées qui figurent en annexe à la résolution 75 (S-IV) du Conseil du commerce et du développement ont été adoptées en 1970 par le Comité spécial des préférences, à temps pour que l'Assemblée générale puisse les examiner et c'est pourquoi, au paragraphe 32 de la Stratégie internationale du développement, il est question de dispositions déjà prises par la CNUCED. Ces dispositions ont été acceptées par les pays développés et les pays en voie de développement et, afin d'éviter de rouvrir le débat à cet égard, M. Brillantes propose de modifier le paragraphe 7 comme suit :

"Prie en outre instamment la Conférence, à sa troisième session :

"a) De faire appel aux pays qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils donnent suite aux offres qu'ils ont formulées au titre du Système généralisé de préférences en faveur des pays en voie de développement;

"b) De poursuivre ses efforts dans une perspective dynamique en vue d'apporter de nouvelles améliorations à ces dispositions relatives aux préférences, en tenant compte des conclusions concertées qui figurent en annexe à la résolution 75 (S-IV) du Conseil du commerce et du développement, notamment de la conclusion selon laquelle les pays en voie de développement partageant par suite de l'application du Système généralisé de préférences les avantages tarifaires dont ils bénéficient déjà avec le reste des pays en voie de développement ne subiront pas de préjudice".

15. L'amendement du Kenya au paragraphe 4 de la section A modifierait complètement le sens de ce paragraphe et compliquerait la tâche de la Conférence. De plus, il ne correspondrait pas aux résolutions adoptées à la

onzième session du Conseil du commerce et du développement. M. Brillantes prie donc le représentant du Kenya de ne pas insister pour que son amendement soit adopté.

16. M. MORENO (Cuba) tient à préciser qu'à la 1429ème séance sa délégation a formulé des suggestions plutôt que des propositions formelles et qu'elle ne désire pas prolonger le débat.

17. Le PRÉSIDENT annonce que la délégation du Tchad demande à devenir coauteur du projet de résolution à l'étude.

18. M. JOSEPH (Australie), tout en remerciant M. Brillantes des éclaircissements qu'il a bien voulu donner, dit que sa délégation éprouve encore des doutes en ce qui concerne le paragraphe 1 de la section B du projet de résolution. Le Gouvernement australien a toujours été d'avis que la CNUCED devait être un organisme consultatif éventuellement chargé de faire des recommandations, mais qu'elle ne devait pas prétendre jouer le rôle d'organismes tels que le GATT ou celui d'organes s'occupant des accords sur les produits de base. Cette conception du rôle de la CNUCED n'exclut pas la possibilité de procéder à des arrangements en vertu desquels des conférences pourraient être organisées sous ses auspices pour la négociation d'accords sur les produits de base. Mais la délégation australienne ne voit pas la CNUCED, ou en tout cas son mécanisme permanent, devenir un "centre" chargé de négociations détaillées sur le commerce ou les tarifs douaniers. Elle s'inquiète de voir l'importance injustifiée accordée, dans le premier paragraphe de la section B du projet de résolution, à l'une seulement des six activités principales de la CNUCED énumérées au paragraphe 3 de la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale, ce qui revient à rompre l'équilibre des dispositions approuvées en 1965. Il y a peut-être lieu de modifier ce qui avait été convenu il y a six ans, mais en ce cas, c'est à Santiago qu'il faut le faire. Or, le projet de résolution semble préjuger les résultats de la session de Santiago; il va à l'encontre de l'alinéa c du paragraphe 3 du dispositif du projet, dans lequel la troisième session de la CNUCED est invitée à envisager de procéder à des réformes des dispositions fondamentales de la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale. La délégation australienne aurait en principe voulu suggérer de modifier quant au fond le premier paragraphe de la section B du projet, mais si les coauteurs peuvent accepter sa suggestion, la délégation australienne se contenterait d'une modification moins importante étant donné, en particulier, que l'amendement proposé par la Colombie tient compte de la compétence d'autres organismes internationaux dans les négociations commerciales. Si les coauteurs acceptent de supprimer le membre de phrase "centre ... la négociation", cela facilitera les choses. Le mot "centre" implique que l'on accorde un rôle central à la CNUCED, ou tout au moins un rôle de premier plan parmi les organismes admis sur un pied d'égalité à participer aux négociations commerciales. La délégation australienne accepte que la CNUCED prenne l'initiative de mesures, comme elle l'a fait par exemple en ce qui concerne le programme de préférences généralisées. M. Joseph réitère toutefois que son gouvernement a de sérieuses réserves quant à l'attribution d'un rôle central à la CNUCED en matière de négociation.

19. M. FARHANG (Afghanistan) fait remarquer que le paragraphe 4 de la section B est fondé sur les dispositions de la Stratégie internationale du développement, sur la résolution 82 (XI) du Conseil du commerce et du développement et sur les dispositions de la Déclaration de Lima qui ont trait aux mesures à prendre au profit des pays en voie de développement les moins avancés et des pays en voie de développement sans littoral. Il estime, avec le représentant des Philippines, que l'amendement du Kenya nuirait à l'équilibre du paragraphe 4 et compliquerait à l'extrême les travaux de la Conférence. Il prie donc le représentant du Kenya de ne pas insister pour que l'on vote sur son amendement.

20. M. RAMÍREZ-OCAMPO (Colombie) dit qu'il pourrait accepter que son amendement soit inséré dans le texte de la manière proposée par le représentant des Philippines. La délégation colombienne peut maintenant appuyer le projet de résolution et désire figurer sur la liste de ses auteurs.

21. M. SANTA-CRUZ (Chili) dit que, si le représentant de l'Australie a entièrement raison d'établir une distinction entre le rôle de la CNUCED et celui du GATT en ce qui concerne les négociations détaillées relatives aux tarifs, il ne peut pour sa part accepter que le rôle de la CNUCED se limite simplement à faire des recommandations et à étudier les points de vue. Ne pas admettre que la CNUCED soit un centre promoteur de mesures touchant la négociation et l'adoption d'instruments multilatéraux dans le domaine du commerce, c'est lui refuser un rôle qui lui a été confié dans la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale et dans de nombreuses autres résolutions. Par sa participation à la conclusion d'un accord sur le sucre et par ses efforts pour faciliter un accord sur le cacao, la CNUCED a montré qu'elle était capable de promouvoir des mesures. En conséquence, dans la mesure où la proposition du représentant de l'Australie semble viser à affaiblir le rôle de la CNUCED, elle est inacceptable pour la délégation chilienne.

22. M. NDUNGU (Kenya) dit que pour tenir compte de la demande de plusieurs représentants sa délégation n'insistera pas pour que l'amendement qu'elle avait proposé d'apporter au paragraphe 4 de la section A soit mis aux voix.

23. M. RUTTEN (Pays-Bas) remercie le représentant des Philippines pour les efforts qu'il a déployés afin d'arriver à un compromis en ce qui concerne le paragraphe 7 de la section A et déclare que, si tous les auteurs du projet de résolution approuvent le nouveau libellé proposé, il est prêt à retirer l'amendement que sa délégation a proposé de vive voix à la séance précédente. Il souhaite toutefois préciser que, en votant pour le projet de résolution, sa délégation ne considérera pas que ce texte ajoute des dispositions nouvelles aux conclusions concertées adoptées par le Conseil du commerce et du développement.

24. M. VIAUD (France) s'associe aux observations faites par le représentant des Pays-Bas. Il se déclare satisfait du nouveau libellé du paragraphe 7 de la section A et espère que toutes les autres délégations pourront l'accepter. Le principal objectif du texte doit être de renvoyer la question à la troisième session de la CNUCED aux fins d'une interprétation plus précise.

25. M. ASANTE (Ghana) constate avec regret que la délégation australienne semble éprouver certaines difficultés à donner son plein appui au projet de résolution. Il appelle cependant l'attention sur le fait que, au paragraphe 1 de la section B, la CNUCED n'est pas considérée comme l'unique centre promoteur de mesures et il espère donc que le représentant de l'Australie jugera le texte compatible avec les vues qu'il vient d'exprimer. Le représentant de l'Australie pourrait demander un vote séparé sur le paragraphe 1 de la section B, ce qui lui permettrait de marquer sa position, après quoi il voterait pour l'ensemble du texte.

26. Conformément à l'article 118 du règlement intérieur, M. Asante présente une motion tendant à clore le débat sur la question à l'examen.

La motion est adoptée sans opposition.

27. M. JOSEPH (Australie) demande que le paragraphe 1 de la section B du projet de résolution soit mis aux voix séparément.

Par 90 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le paragraphe 1 de la section B est adopté.

28. M. OGISO (Japon) demande que l'alinéa c du paragraphe 3 de la section B soit mis aux voix séparément.

Par 82 voix contre zéro, avec 17 abstentions, l'alinéa c du paragraphe 3 de la section B est adopté.

Par 102 voix contre zéro, l'ensemble du projet de résolution A/C.2/L.1197/Rev.2, modifié oralement par les auteurs, est adopté.

29. M. HILLEL (Israël) explique que, si sa délégation approuve la plupart des éléments du projet de résolution, elle fait certaines réserves sur le huitième alinéa du préambule et sur le paragraphe 3 de la section A du dispositif, en ce qui concerne la Déclaration et les principes du programme d'action de Lima, où figure en annexe une résolution inacceptable pour Israël. Si un vote par division avait eu lieu, la délégation israélienne se serait abstenue sur l'alinéa et le paragraphe en question.

30. M. CAVAGLIERI (Italie) dit qu'il ne convient pas d'interpréter le projet de résolution comme portant atteinte en aucune façon aux propositions contenues dans la Déclaration et les principes du programme d'action de Lima ni comme préjugant les questions qui seront examinées à la troisième session de la CNUCED.

31. M. LISSOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation a voté pour le projet de résolution. Cette délégation pense cependant que le texte met trop l'accent sur la nécessité d'apporter des changements institutionnels à la structure et aux mécanismes de la CNUCED. La section B donne la fausse impression que la présente structure de cet organisme est défectueuse alors que, au sens de la délégation soviétique, la CNUCED possède des moyens et des attributions considérables, qui sont loin d'être épuisés et qui lui permettront de jouer un rôle de premier plan dans l'organisation de la coopération internationale en matière de commerce. La délégation

soviétique a déjà exprimé ses vues sur la question lors de la 1416^{ème} séance de la Commission, de la onzième session du Conseil du commerce et du développement et de la reprise de la cinquante et unième session du Conseil économique et social. Sa position n'a pas changé à cet égard.

32. L'attitude de cette délégation à l'égard de la section B de la résolution, et notamment du paragraphe 3, s'inspire de la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale, au paragraphe 32 de laquelle l'Assemblée générale exprime son intention de demander l'avis de la Conférence avant d'apporter des modifications aux dispositions fondamentales de ladite résolution. En d'autres termes, l'Assemblée générale ne peut décider d'apporter des changements d'ordre institutionnel à la structure et aux mécanismes de la CNUCED sans que le Conseil du commerce et du développement les ait examinés au préalable. M. Lissov regrette que le projet de résolution s'écarte de cette manière de voir et, pour cette raison, sa délégation réserve sa position en ce qui concerne l'examen par la Conférence, à sa troisième session, des modifications d'ordre institutionnel qui ont été envisagées.

33. M. RASOLOMANANA (Madagascar) explique que sa délégation a voté pour le projet de résolution par souci de compromis, et bien qu'il s'écarte légèrement de l'amendement qu'elle avait présenté. La délégation malgache demandera de nouveaux éclaircissements sur les questions pertinentes lors de la troisième session de la CNUCED.

34. M. OGISO (Japon) explique que sa délégation s'est abstenue sur le paragraphe 1 et l'alinéa c du paragraphe 3 de la section B parce que, vu la manière dont ils sont rédigés, ils semblent préjuger l'examen des arrangements institutionnels relatifs à la CNUCED qui doit avoir lieu lors de la troisième session de la Conférence. Cette délégation maintient sa position de base selon laquelle aucun changement fondamental n'est nécessaire en ce qui concerne les mécanismes institutionnels de la CNUCED.

35. M. ISAKSEN (Danemark), parlant au nom des pays nordiques, dit que ces pays se sont abstenus sur l'alinéa c du paragraphe 3 de la section B parce qu'à leur avis la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale continue d'être le fondement de la structure de la CNUCED.

36. M. MASSONET (Belgique) dit que sa délégation prend note de la Déclaration de Lima dont il est fait mention au huitième alinéa du préambule, mais qu'elle ne voit de relation entre cette déclaration et les résultats à attendre de la troisième session de la CNUCED que dans le contexte plus large indiqué au paragraphe 3 de la section A du projet de résolution.

37. M. GATES (Nouvelle-Zélande) dit que le paragraphe 7 de la section A du projet de résolution ne devrait en aucune façon être interprété comme devant modifier les conclusions concertées adoptées par le Conseil du commerce et du développement ou en infléchir le sens. Sa délégation s'est abstenue au sujet du paragraphe 1 et de l'alinéa c du paragraphe 3 de la section B parce qu'elle n'accepte pas qu'ils puissent être considérés comme devant modifier les fonctions de la CNUCED de quelque manière que ce soit.

La séance est levée à 13 h 10.